

VETO KALA

Officine Vétérinaire

Cabinet Conseil

BP : 6 - Niono

Projet Amélioration Santé et Productions Animales à
l'Office du Niger (Cas Zones de Niono, Molodo
&
N'Débougou.)

K00
1360

Avril 2000

K00/ 1360

I. JUSTIFICATION

L'Office du Niger avant sa restructuration disposait d'agents vétérinaires qui appuyaient les exploitants dans le domaine des Productions Animales à travers le suivi sanitaire et l'alimentation des animaux. Ces agents vétérinaires n'évoluent plus au sein de cette structure dans ses nouvelles missions.

La privatisation de la Profession Vétérinaire par le Gouvernement a abouti à la réforme du Service d'Elevage classique et à l'installation de vétérinaires privés.

Le vide créé par le désengagement de l'Office du Niger et de l'Etat n'a pu être comblé entièrement par les vétérinaires privés. Le mandat sanitaire attribué aux privés n'a été accompagné d'aucun appui matériel ou financier. Les moyens logistiques et le matériel technique dont disposent les mandataires sont insuffisants pour faire face à cette nouvelle mission dans sa vraie grandeur.

La dégradation de la santé animale s'est fortement ressentie par les agro-pasteurs. Elle est signalée par l'Office du Niger à travers l'URDOC à la suite de l'étude « Diagnostic du Suivi Sanitaire des bœufs de labour dans la zone Office du Niger : le cas du Kala Inférieur » et l'IER en 1995 dans « l'Etude des Systèmes d'Elevage des Exploitants Rizicoles en zone Office du Niger »

Depuis 3 ans d'exécution du mandat sanitaire, nous assistons quotidiennement à des demandes individuelles mais croissantes des agro-pasteurs relatives aux traitements prophylactiques de masse et aux traitements curatifs portant sur toutes les espèces animales : bovins, ovins, caprins, asins, volailles...

Un fait remarquable est l'abandon total des bovins au point de vue suivi sanitaire sur les sites de transhumance en hivernage.

L'ensemble de ces différents aspects nous a conduit à monter ce projet d'appui-conseils des agro-pasteurs pour une amélioration de la productivité du cheptel à travers le suivi sanitaire et les conseils zootechniques.

II. OBJECTIFS.

L'objectif général vise à assurer l'autosuffisance alimentaire et à accroître les revenus des exploitants de l'Office du Niger.

Les objectifs spécifiques sont :

- la diversification des sources de revenu des exploitations
- l'accroissement du revenu monétaire des familles,
- l'amélioration du niveau de consommation en protéines d'origine animale en milieu paysan,
- l'augmentation de la production et de la productivité.

III. LES PROBLEMES A RESOUDRE

Les problèmes à résoudre peuvent être regroupés en deux axes : Santé Animale et Productions Animales.

1. Santé Animale

Les activités viseront essentiellement à diminuer les taux de mortalité des jeunes et des adultes et à améliorer le rendement des bœufs de labour en mettant un accent sur :

a) Les traitements prophylactiques

Il s'agit d'assurer une large couverture vaccinale contre les principales maladies de la zone : Péripleumonie Contagieuse Bovine, Pasteurellose bovine, Charbon symptomatique, Pasteurellose ovine et caprine, Peste des Petits Ruminants, Maladie de Newcastle, Variole aviaire.

b) Les traitements curatifs :

Indépendamment des soins individuels pathologiques ou accidentels une attention particulière est à mettre sur les déparasitages internes ou externes des bovins, ovins, caprins, asins et volailles.

2. Productions Animales

Différentes actions de productions animales ont été initiées par l'Office du Niger, les services publics et les vétérinaires privés. Il s'agit de soutenir ces activités pour améliorer la productivité et d'assurer du coup le suivi qui a souvent fait défaut. Ces actions de production sont essentiellement :

- a) l'amélioration de l'alimentation des bœufs de labour et des laitières,
- b) l'amélioration de l'aviculture villageoise
- c) l'intensification de la production laitière par l'insémination artificielle,
- d) l'embouche paysanne des bovins et ovins.

IV. LOCALISATION :

Les activités du projet seront ciblées dans les zones de Niono, N'Débougou et Molodo. Les exploitants de ces villages connaissent l'importance de ces problèmes à résoudre et ont bénéficié par le passé d'un encadrement soutenu de l'Office du Niger. Ils constituent une partie des villages couverts par le mandataire de Niono Central.

Les villages concernés sont au nombre de 76 repartis sur 6 Communes conformément au tableau suivant :

Tableau 1 : Localisation

Commune	Zone	Nombre Villages
1. Niono	Niono	15
2. Yèrèdon Sagnona N8	Niono	8
3. Sérifila Boundi	N'Débougou	16
4. Toridaga B6 Bolibana	N'Débougou	13
5. Kalassiguida Molodo	Molodo	10
6. Mariko Diakawèrè	Molodo	14
TOTAL	3	76

V. SITUATION ACTUELLE DE LA ZONE DU PROJET

1) Effectif

L'effectif du cheptel dans les villages couverts par le projet est estimé en 1998 à :

- 71 700 bovins
- 14 300 ovins - caprins
- 6 000 asins
- 22 équins

Environ 17 000 bovins originaires des terres sèches du delta inférieur, venant en transhumance dans les casiers rizicoles en saison sèche, viennent s'ajouter au cheptel des villages du casier pour donner un total de 88 700 têtes (O.N - URDOC 1998 recensement participatif du cheptel bovin à l'O.N).

En l'An 2000 sur la base d'un taux de croît annuel de 1,8% on peut retenir un chiffre de 76 000 bovins dont :

- | | | |
|----------------------|---------------|----|
| - Niono ville | 13 800 bovins | |
| - Zone de Niono | 21 600 | -" |
| - Zone de N'Débougou | 26 500 | -" |
| - Zone de Molodo | 14 100 | -" |

2) Santé Animale :

La prophylaxie de masse et particulièrement la vaccination contre la péripneumonie contagieuse bovine est l'aspect le plus dominant en santé animale. Les soins curatifs sont concentrés autour des villes de résidence des agents vétérinaires : Niono, Molodo, N'Débougouet et N'D14.

Ces soins curatifs se dispensent essentiellement de janvier à juin de chaque année pendant que les animaux sont dans les casiers rizicoles. Il n'existe pratiquement aucun traitement des animaux par les vétérinaires pendant la période de transhumance pour des raisons d'accessibilité des sites.

Les taux de mortalité des bovins vont de 36% pour les vaux à 5,1% pour les adultes (I.E.R ; CNRA-Niono 1995 Etude des Systèmes d'Elevage des Exploitations Rizicoles en Zone ON.).

En valeur absolue nous estimons les mortalités à :

3 200 bovins adultes par an soit 9 600 sur les trois (3) années à venir

3 800 veaux par an soit 11 400 sur les trois (3) années à venir

Il faut tout de même signaler une nette progression des activités sanitaires depuis trois ans de mandat sanitaire comme l'indique le tableau 2.

Tableau 2 : Evolution des effectifs traités :

Période (Acteur)	Péripneumonie C.B	Past. Bov.	Past. Ov.	Maladie Newc.	Clinique
1995-1996 (Secteur Elevage)	22 653	1 923	741	584	13 530
1996-1997 (Vétérinaire Privé contrat)	30 874	0	0	0	0
1997-1998 (Vétérinaire Mandat)	63 351	9 141	-	469	12 237
1998-1999 (Vétérinaire Mandat)	82 355	16 744	2 147	5 390	10 207

3) Productions Animales :

L'amélioration de l'aviculture villageoise, l'embouche bovine, l'embouche ovine, l'alimentation des bœufs de labour et l'amélioration de la production laitière à partir de l'Insémination Artificielle sont les principaux thèmes vulgarisés dans la zone.

- Embouche bovine -ovine et alimentation des bœufs de labours

Le manque de suivi de ces différents volets de productions ne permet pas d'avancer des chiffres précis sur le niveau d'adoption des thèmes, ni d'analyser objectivement l'impact sur le revenu des agro-éleveurs.

- Aviculture

L'amélioration de l'aviculture villageoise programmée par l'Office du Niger et le PEDAM est en pleine expansion, eu égard aux effectifs vaccinés qui ont dépassé les 35 000 sujets d'Octobre 1999 à Mars 2000 contre cinq cents (500) sujets en 1998-99.

- Production laitière

Le niveau de la production laitière est très faible dans la zone. Elle est estimée à 0,7 litre par jour et par vache suivant des récentes études soit 210 litres de lait par an et par vache. Sur la base de 25% de vaches dans le troupeaux, 60% de vêlage par an et 36 % de mortalité des veaux le nombre de laitières se situe autour de 7 300 vaches produisant au total 1 533 000 litres de lait pour une lactation de 10 mois.

Des activités d'amélioration du niveau de la production laitière sont en cours :

Sous l'égide du C.I.D.R dix (10) groupements d'agro-éleveurs fournissent du lait à la laiterie locale. Ces groupements sont repartis dans dix (10) villages et possèdent environs 250 vaches pour une livraison moyenne de 270 litres de lait par jour.

Une sensibilisation sur l'Insémination Artificielle a débuté en Août 1997 sous l'égide du Ministère du Développement Rural à travers ses services techniques et le vétérinaire mandataire de Niono. En Avril 1999 cette sensibilisation a abouti à l'inscription de 90 agro-éleveurs repartis dans 18 villages avec 190 vaches à inséminer. L'opération qui a démarré en Mars 2000 a porté sur l'insémination de 72 vaches appartenant à 28 agro-éleveurs de 6 villages.

VI. POPULATIONS BENEFICIAIRES

Les exploitants de l'Office du Niger sont les principaux bénéficiaires mais à des niveaux différents. Si la santé animale profite à toutes les couches sociales, il n'en est pas de même pour les productions animales où il y a une certaine tendance à la spécialisation. :

➤ Les Hommes s'intéressent principalement aux gros-ruminants pour les labours et pour épargner le surplus de production du riz en élevage traditionnel ou en embouche bovine,

➤ Les Femmes ont comme activité principale l'embouche ovine et l'aviculture,

➤ Les Enfants mettent l'accent sur les lapins et les pigeons.

Ces trois couches sociales totalisent 110 801 personnes se répartissant dans 8 907 familles conformément au tableau 3.

Tableau 3 : Population concernée

Zone	Nombres Villages	Nombres familles	Nombres habitants
Niono	25	3252	39860
N'Débougou	27	3288	40853
Molodo	24	2367	30088
TOTAL	76	8907	110 801

➤ Le second groupe de bénéficiaires sera les éleveurs des zones sèches transhumant dans le casier rizicole en saisons sèche.

VII. RESULTATS ATTENDUS

• Résultat Technique

En santé animale on observera une diminution de la mortalité du cheptel par la maîtrise des maladies contagieuses grâce à une large couverture vaccinale et au développement de la clinique. Les taux actuels de couverture vaccinale passeront de :

- 70 % en Péri Pneumonie C.B à 85 % soit de 53 000 à 68 400 têtes vaccinées
- 15 % en Pasteurellose bovine à 50 % soit de 11 400 à 38 000 têtes vaccinées.

Les taux de mortalités baisseront de :

5,1% à 3% pour les bovins adultes soit une diminution des mortalités de 5 600 à 5 800 animaux sur les trois années à venir ; ce qui aboutit à une augmentation des effectifs de 3 800 têtes.

36% à 16% pour les veaux soit une diminution de 11 400 à 6 100 mortalités sur les trois ans à venir ; ce qui amène à sauver 5 300 veaux et à récupérer 5 300 vaches pour la production laitière .

En productions animales l'augmentation de la productivité du cheptel sera évaluée à travers l'accroissement :

- du nombre de têtes de bovins et ovins mis en embouche,
- du nombre de têtes de volailles destinées à la consommation ou à la vente grâce aux vaccinations et aux déparasitages pouvant atteindre 50 000 sujets par an.
- de la production laitière à moyen terme grâce à l'Insémination Artificielle avec une production moyenne journalière pouvant passer de 1l/j à 8l/j par vache croisée. Environ 150 vaches sont à inséminer chaque année.

• Résultats économiques

Les indicateurs financiers objectivement vérifiables et les plus marquants sont ceux en relation directe avec les résultats techniques ci dessus. Les gains financiers des agro- éleveurs de l'ensemble de la zone du projet sur les trois ans à venir sont estimés à 688 950 000 F soit en moyenne 229 650 000 F/an conformément au tableau 4.

Tableau 4 Résultats économiques

Productions ajoutées	Quantité	Valeur Unitaire F CFA	Valeur totale F CFA
Bovins adultes	3 800 U	70 000	266 000 000
Veaux	5 300 U	20 000	106 000 000
Lait	1 113 000 L	150	166 950 000
Volaille	150 000 U	1 000	150 000 000
Total			688 950 000

- **Autres résultats.**

En plus de ces résultats techniques et économiques il faut ajouter l'impact social du projet à travers :

- la spécialisation de certains agro-éleveurs en production laitière, en embouche et en aviculture,
- la sécurisation de l'épargne - bétail qu'on observe en milieu rural,
- la création de nouveaux emplois garantis avec sécurité sociale pour les jeunes diplômés en quête permanente de travail.
- La diminution du coût des traitements vétérinaires entraînant du coup l'augmentation du nombre de têtes traitées.

VIII. STRATEGIE D'INTERVENTION

1) Sensibiliser les agros-éleveurs sur la possibilité de résoudre en groupe organisé et non en indivi isolé les problèmes de santé et productions animales qu'ils ressentent tous les jours.

Convaincre ces agros-éleveurs que la résolution de leurs problèmes par des vétérinaires privés demande des coûts qu'ils doivent supporter par la signature de contrats de prestations.

3) Rechercher des partenaires institutionnels : Pour l'exécution de ce projet sur ses différents aspects : sensibilisation des exploitants, formation technique, financement et pilotage du dit projet, suivi et évaluation périodique

La durée du projet est prévue sur 3 ans et se déroulera comme suit :

1^{ère} année Zones de Niono et de N'Débougou

2^{ème} année Zone de Molodo

3^{ème} année Consolidation des activités.

Le règlement des prestations est envisagé selon le schéma suivant :

- 1^{ère} année coûts supportés à 100 % par le projet
- 2^{ème} année coûts supportés à 50 % par le projet et 50 % par les agro-pasteurs
- 3^{ème} année coût supportés à 100 % par les agro-pasteurs.

Quant à l'organisation des techniciens pour l'exécution du projet la stratégie consistera à mettre un agent vétérinaire à la disposition d'un groupe de 7 à 10 villages. Cet agent visitera chaque village 1 fois par semaine. Au niveau de chaque village, les jours de visite et le lieu de rendez-vous avec le vétérinaire sont fixés à l'avance. Pour faire face au cas d'urgence, le village disposera du calendrier hebdomadaire de l'agent qui permettra de le situer. Un superviseur général est chargé de la coordination et du suivi des activités des différents agents. Il visitera chaque village 1 à 2 fois par mois.

A partir de l'Officine Pharmaceutique, il sera mis à la disposition de chaque agent et du coordinateur :

- Un (1) paquet de produits vétérinaires essentiels,
- Un (1) trousseau du matériel de clinique,
- Un (1) trousseau de matériel chirurgical.

IX. ACTIVITES

- Informer le village des périodes de prophylaxie contre toutes les maladies animales contagieuses : Péri-pneumonie Contagieuse Bovine, Pasteurelloses bovine et ovine, Charbon Symptomatique et Maladie de Newcastle ,

- Exécuter ces vaccinations,
- Informer sur les périodes de déparasitage des différentes espèces,;
- Assurer le traitement clinique des animaux malades,
- Prodiguer des conseils sur l'alimentation et l'hygiène,
- Amener les exploitants par des conseils à intensifier les productions animales : lait, embouche, aviculture... ..
- Poursuivre les traitements sanitaires sur les 12 principaux sites de transhumance.

X. RESSOURCES NECESSAIRES

1. Moyens Humains :

Sur la base d'une visite hebdomadaire par village et de 2 villages visités par jour, un agent technique peut appuyer 10 villages, soit environ 8 agents pour les 76 villages.

La coordination est assurée par 1 Superviseur Général. Ce personnel est reparti comme suit :

<u>Commune</u>	<u>Nombre Agent</u>
Niono	2
Yèrèdon Sagnon N8	1
Sirifila Boundi N'Débougou	2
Toridaga Bolibana B6	1
Kalassiguida Molodo	1
Mariko Diakiwèrè	1
S/Total.....	8
Superviseur Général	1
Total Personnel =	9

2. Moyens Matériels et Techniques

- 8 (Huit) motos tout terrain par agent soit 1 par agent
- 1 (Un) véhicule tout terrain pour la Coordination.
- 9 (Neuf) trousseaux de matériel clinique
- 9 (Neuf) trousseaux matériel chirurgical
- Equipement bureautique et informatique..

3. Moyens Financiers

1- Le coût du Projet sur 3 ans est estimé à 88 923 500 F CFA (Quatre Vingt Huit Millions Neuf Cent Vingt Trois Mille Cinq Cents Francs CFA) dont :

- Investissement (CF tab5) 29 815 300 FCFA (Vingt Neuf Millions Huit Cent Quinze Mille Trois Cents Francs CFA).
- Fonctionnement (cf. tab. 5) 59 108 200 F CFA (Cinquante Neuf Millions Cent Huit Mille Deux Cents Francs CFA).

2- Trois sources de financement sont prévues (cf. tab. 5 et 6) .

a) Apport mandataire 24 904 525 FCFA.

- Investissement 2 036 325 FCFA
- Fonctionnement 22 868 200 FCFA

b) Apport agro-pasteurs 18 120 000 FCFA en fonctionnement.

c) Apport extérieur 45 898 975 FCFA dont :

- Investissement 27 778 975 FCFA.
- Fonctionnement 18 120 000 FCFA.

3 - Le Plan Financier : (cf. tab. 6) se résume comme suit :

- 1^{ère} année : 43 454 500 FCFA
- 2^{ème} année : 24 446 200 FCFA
- 3^{ème} année : 21 022 800 FCFA

Tableau 5 : Coût du Projet sur trois ans (F CFA)

Poste	Qt	P.U	Coût Total	Apport Mandat	Apport Agro-éleveur	Apport Extérieur
Investissement						
Véhicule	1	9 000 000	9 000 000	0	0	9 000 000
Motos	8	1 500 000	12 000 000	0	0	12 000 000
Matériel Clinique	9	151 700	1 365 300	341 325	0	1 023 975
Matériel Chirurgical	9	60 000	540 000	135 000	0	405 000
Matériel Bureau	1	700 000	700 000	200 000	0	500 000
Matériel Informatique	1	2 800 000	2 800 000	0	0	2 800 000
Congélateur	1	600 000	600 000	600 000	0	0
Réfrigérateur	1	300 000	300 000	0	0	300 000
Glacière	10	10 000	100 000	100 000	0	0
Réchaud à Gaz	9	30 000	270 000	270 000	0	0
Poissonnière	9	10 000	90 000	90 000	0	0
Microscope	1	150 000	150 000	0	0	150 000
Centrifugeuse	1	100 000	100 000	0	0	100 000
Aménagement locaux	1	700 000	700 000	300 000	0	400 000
Formation	10	50 000	500 000	0	0	500 000
Sensibilisation	2	300 000	600 000	0	0	600 000
Sous Total			29 815 300	2 036 325	0	27 778 975
Fonctionnement						
Produits vétérinaires	22	279 500	6 149 000	6 149 000	0	0
Vaccins	3	1 250 000	3 750 000	3 750 000	0	0
Prestations Agents	8	3 630 000	29 040 000	0	14 520 000	14 520 000
Prestations Coordinateur	1	7 200 000	7 200 000	0	3 600 000	3 600 000
Carbur Lubrifiant Véhicule	1	4 250 000	4 250 000	4 250 000	0	0
Carbur Lubrifiant Moto	8	412 500	3 300 000	3 300 000	0	0
Loyer	3	180 000	540 000	540 000	0	0
Electricité	3	360 000	1 080 000	1 080 000	0	0
Cotisations sociales	20	144 960	2 899 200	2 899 200	0	0
Impôts	3	300 000	900 000	900 000	0	0
Sous Total			59 108 200	22 868 200	18 120 000	18 120 000
TOTAL GENERAL			88 923 500	24 904 525	18 120 000	45 898 975

Tableau 6 : Plan Financier sur trois ans (F CFA)

Poste	Source Financement	1 ^{re} Année	2 ^{ème} Année	3 ^{ème} Année	Total
Investissement	Mandataire	1 930 475	105 850	0	2 036 325
	Agro-éleveurs	0	0	0	0
	Extérieur	24 461 425	3 317 550	0	27 778 975
	Sous Total	26 391 900	3 423 400	0	29 815 300
Fonctionnement	Mandataire	6 742 600	8 062 800	8 062 800	22 868 200
	Agro-éleveurs	0	5 160 000	12 960 000	18 120 000
	Extérieur	10 320 000	7 800 000	0	18 120 000
	Sous Total	17 062 600	21 022 800	21 022 800	59 108 200
Total	Mandataire	8 673 075	8 168 650	8 062 800	24 904 525
	Agro-éleveurs	0	5 160 000	12 960 000	18 120 000
	Extérieur	34 781 425	11 117 550	0	45 898 975
	Total	43 454 500	24 446 200	21 022 800	88 923 500

Tableau annexe 1: Coût du Projet 1^{re} année (F CFA)

Poste	Qt	P.U	Coût Total	Apport Mandat	Apport Agro-éleveur	Apport Extérieur
<u>Investissement</u>						
Véhicule	1	9 000 000	9 000 000		0	9 000 000
Motos	6	1 500 000	9 000 000		0	9 000 000
Matériel Clinique	7	151 700	1 061 900	265 475	0	796 425
Matériel Chirurgical	7	60 000	420 000	105 000	0	315 000
Matériel Bureautique	1	700 000	700 000	200 000	0	500 000
Matériel Informatique	1	2 800 000	2 800 000	0	0	2 800 000
Congélateur	1	600 000	600 000	600 000	0	0
Réfrigérateur	1	300 000	300 000	0	0	300 000
Glacière	10	10 000	100 000	100 000	0	0
Réchaud à Gaz	9	30 000	270 000	270 000	0	0
Poissonnière	9	10 000	90 000	90 000	0	0
Microscope	1	150 000	150 000	0	0	150 000
Centrifugeuse	1	100 000	100 000	0	0	100 000
Aménagement locaux	1	700 000	700 000	300 000	0	400 000
Formation	10	50 000	500 000	0	0	500 000
Sensibilisation	2	300 000	600 000	0	0	600 000
Sous Total			26 391 900	1 930 475		24 461 425
<u>Fonctionnement</u>						
Produits vétérinaires	6	279 500	1 677 000	1 677 000		
Vaccins	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000		
Prestations Agents	6	1 320 000	7 920 000	0	0	7 920 000
Prestations Coordinateur	1	2 400 000	2 400 000	0	0	2 400 000
Carbur. Lubrifiant Véhicule	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000		
Carbur Lubrifiant Moto	6	150 000	900 000	900 000		
Loyer	1	180 000	180 000	180 000		
Electricité	1	360 000	360 000	360 000		
Cotisations sociales	7	111 085	825 600	825 600		
Impôts	1	300 000	300 000	300 000		
Sous Total			17 062 600	6 742 600	0	10 320 000
TOTAL GENERAL			43 454 500	8 673 075	0	34 781 425

Tableau annexe 2: Coût du Projet 2^{ème} année (F CFA)

Poste	Qt	P.U	Coût Total	Apport Mandat	Apport Agro-éleveur	Apport Extérieur
<u>Investissement</u>						
Véhicule						
Motos	2	1 500 000	3 000 000	0	0	3 000 000
Matériel Clinique	2	151 700	303 400	75 850	0	227 550
Matériel Chirurgical	2	60 000	120 000	30 000	0	90 000
Matériel Bureautique						
Matériel Informatique						
Congélateur						
Réfrigérateur						
Glacière						
Réchaud à Gaz						
Poissonnière						
Microscope						
Centrifugeuse						
Aménagement locaux						
Formation						
Sensibilisation						
Sous Total			3 423 400	105 850		3 317 550
<u>Fonctionnement</u>						
Produits vétérinaires	8	279 500	2 236 000	2 236 000	0	0
Vaccins	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000	0	0
Prestations Agents	8	1 320 000	10 560 000	0	3 960 000	6 600 000
Prestations Coordinateur	1	2 400 000	2 400 000	0	1 200 000	1 200 000
Carbur. Lubrifiant Véhicule	1	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0	0
Carbur Lubrifiant Moto	8	150 000	1 200 000	1 200 000	0	0
Loyer	1	180 000	180 000	180 000	0	0
Electricité	1	360 000	360 000	360 000	0	0
Cotisations sociales	9	115 200	1 036 800	1 036 800	0	0
Impôts	1	300 000	300 000	300 000	0	0
Sous Total			21 022 800	8 062 800	5 160 000	7 800 000
TOTAL GENERAL			24 446 200	8 168 650	5 160 000	11 117 550

Tableau annexe 3: Coût du Projet 3^{ème} année (F CFA)

Poste	Qt	P.U	Coût Total	Apport Mandat	Apport Agro-éleveur	Apport Extérieur
<u>Investissement</u>						
Véhicule	0	0	0	0	0	0
Motos	0	0	0	0	0	0
Matériel Clinique	0	0	0	0	0	0
Matériel Chirurgical	0	0	0	0	0	0
Matériel Bureau	0	0	0	0	0	0
Matériel Informatique	0	0	0	0	0	0
Congélateur	0	0	0	0	0	0
Réfrigérateur	0	0	0	0	0	0
Glacière	0	0	0	0	0	0
Réchaud à Gaz	0	0	0	0	0	0
Poissonnière	0	0	0	0	0	0
Microscope	0	0	0	0	0	0
Centrifugeuse	0	0	0	0	0	0
Aménagement locaux	0	0	0	0	0	0
Formation	0	0	0	0	0	0
Sensibilisation	0	0	0	0	0	0
Sous Total	0	0	0	0	0	0
<u>Fonctionnement</u>						
Produits vétérinaires	8	279 500	2 236 000	2 236 000		
Vaccins	1	1 250 000	1 250 000	1 250 000		
Prestations Agents	8	1 320 000	10 560 000	0	10 560 000	
Prestations Coordinateur	1	1 800 000	2 400 000	0	2 400 000	
Carbur. Lubrifiant Véh.	1	750 000	1 500 000	1 500 000		
Carbur Lubrifiant Moto	8	150 000	1 200 000	1 200 000		
Loyer	1	180 000	180 000	180 000		
Electricité	1	360 000	360 000	360 000		
Cotisations sociales	9	115 200	1 036 800	1 036 800		
Impôts	1	300 000	300 000	300 000		
Sous Total				8 062 800		
			21 002 800		12 960 000	0
TOTAL GENERAL			21 022 800	8 062 800	12 960 000	0

COMPTE RENDU DE LA RENCONTRE DE RESTITUTION DES RÉSULTATS DE L'«ÉTUDE DIAGNOSTIC SUR LE SUIVI SANITAIRE DES BOEUF DE LABOUR A L'OFFICE DU NIGER: le cas du Kala inférieur»

L'an mille neuf cent quatre vingt dix huit et le quatre Novembre s'est tenu au C.I.C.F la rencontre de restitution des résultats de l'étude « diagnostic du suivi sanitaire des BL de la zone ON, le cas du Kala inférieur », réalisée dans le cadre de la convention de collaboration URDOC-IPR/IFRA/001/98:

1. OBJET

Il s'agissait

- * De restituer aux paysans les résultats obtenus de l'étude « diagnostic du suivi sanitaire des BL de les zones ON du Kala inférieur ».
- * De susciter les réactions des exploitants et des acteurs par rapport aux résultats provisoires en vu de compléter et d'améliorer l'analyse et la présentation des résultats définitifs de l'étude
- * D'obtenir à l'issu de la rencontre des propositions concrètes d'amélioration du suivi sanitaire des BL

2. ORGANISATION

La rencontre a été organisée par l'U.R.D.O.C

Étaient présents: (voir liste de présence)

La séance a été ouverte à 9h 45mn.

Elle était présidée par SOUNKALO SOW, chef conseil rural de la zone de Niono.

Les débats ont été tenus en langue nationale bamanan.

3. DEROULEMENT DE LA RENCONTRE

Les travaux se sont déroulés en trois phases:

- * Exposés
- * Débats
- * Synthèse

3.1. Les exposés

3.1.1. Exposé de la direction de l'U.R.D.O.C

Il a porté sur la présentation du cadre de l'étude

3.1.2. Exposé des résultats

Les résultats ont été présentés par le Docteur Guimba COULIBALY, responsable de l'étude.

Ils ont porté sur:

- * Les principales maladies bovines,
- * Les stratégies paysannes de suivi sanitaire des BL,
- * L'état sanitaire actuel des BL,
- * Le bilan des actions des vétérinaires privés,

3.1.3. Suggestions

Des suggestions ont été faites pour:

* Le paysan

Ce dernier doit avoir une nouvelle mentalité en matière de suivi sanitaire des BL pour une amélioration de l'état général de ces derniers. Le paysan doit savoir qu'un bon état sanitaire et une bonne alimentation sont complémentaires et contribuent ensemble à permettre aux boeufs de labour d'être plus performants dans les travaux des rizières. A ce titre il doit faire vacciner ces animaux pendant les périodes requises, les déparasiter avant et après les transhumances. Ces opérations doivent concerner tout le troupeau et non une partie seulement. Le paysan doit également savoir que chaque fois qu'il nourrit correctement une paire de BL, la soigne, il gagne en compensation en revenu car cela a une répercussion sur la qualité du travail du sol (les autres contraintes maîtrisées) et les rendements en riz.

* Berger

L'émergence d'un nouveau type de berger doit faire son apparition dans le Kala inférieur. Jusqu'ici il a joué le rôle de conduire les animaux au pâturage le matin et les ramener le soir au bercail seulement.

Il doit ajouter à ceci une nouvelle fonction qui est celle de nourrisseur des BL. Pour cela il servira de conseiller à l'agro-éleveur et prendra une part active dans la nutrition de ces animaux ainsi que le maintien d'un bon état sanitaire. Une bonne collaboration entre propriétaires d'animaux et bergers est nécessaire, de même une confiance réciproque.

* Vétérinaires privés

⇒ Les vétérinaires privés doivent en dehors de leurs activités purement orientées vers les vaccinations et les soins curatifs servir de conseillers zootechniques auprès des agro-éleveurs.

Ils doivent aller vers les paysans, s'enquérir des problèmes qui se posent au niveau de leurs BL et de trouver des solutions. Actuellement c'est le contraire qui se fait c'est-à-dire, c'est l'agro-éleveur qui vient le premier solliciter le concours du vétérinaire privé.

⇒ Le travail des vétérinaires privés pour être efficace et performant doit être contrôlé périodiquement par des structures adéquates.

Cette surveillance doit englober le travail de tous les vétérinaires privés évoluant en zone ON.

⇒ Organiser des stages de recyclage de courte durée pour réactualiser leur niveau de formation.

⇒ Doivent être psychologiquement préparés à cette nouvelle tâche qui est la leur afin qu'ils collaborent harmonieusement avec les agro-éleveurs car souvent ils ne se comprennent pas.

⇒ Doivent respecter la déontologie vétérinaire

* Pharmaciens-vétérinaires privés

⇒ Doivent avoir en main la situation sanitaire des animaux en général et en particulier des bovins dans la zone, c'est-à-dire connaître les principales maladies et leur période d'apparition. Leurs commandes de médicaments seront fonction des pathologies dominantes et de la demande des agro-éleveurs.

⇒ Ils doivent éviter à tout prix les ruptures de stock cela peut provoquer une perte de confiance de leurs clients.

⇒ Les vaccins et sérums qu'ils commandent doivent leur parvenir et conserver dans de bonnes conditions. En aucun cas la chaîne de froid ne doit être rompue pour les vaccins vivants.

⇒ Ils doivent être au service de leurs clients et les ménager en conséquence.

* Office du Niger

L'O.N doit jouer encore un grand rôle dans le suivi sanitaire des boeufs de labour.

⇒ En effet le travail des vétérinaires privés doit être périodiquement contrôlé par une structure adéquate que l'ON doit mettre en place sans tarder, pour que celui-ci soit efficace (par exemple service appui au monde rural, service du contrôle et de la réglementation etc...). Nous proposons pour ce faire un contrôle sur le terrain et au niveau des agro-éleveurs deux fois par mois.

⇒ L'ON doit s'occuper des BL des paysans comme il le fait pour les autres aspects de la production rizicole.

* L'État

⇒ l'État doit avoir droit de regard sur le travail des vétérinaires et pharmaciens privés en les sensibilisant sur l'importance de leur rôle dans la lutte contre les différentes maladies existant dans notre pays et leur imposer des règles de bonne conduite.

⇒ Il doit organiser à leur intention périodiquement des stages de recyclage de courte durée afin de réactualiser leur Connaissance sur des domaines bien variés de la science.

* Recherche

Les recherches doivent s'orienter vers la détermination des cause de cette maladie paralysante citée par les bergers peuls et certains agro-éleveurs qu'ils ont nommé «bougueid». En effet cette maladie gagne du terrain et devient très inquiétante pour les paysans du Kala inférieur. La paralysie commence par le train postérieur et finit par atteindre les quatre membres, l'animal se couche pour ne plus se relever. Plusieurs hypothèses peuvent être émises entre autres:

⇒ Carence en éléments minéraux ?

⇒ Dystrophie musculaire (carence en sélénium et en vitamine E) ?

⇒ Surmenage au cours du travail intensif chez des animaux déjà éprouvés par la faim et les différentes parasitoses ?

⇒ Fourbure musculaire ?

⇒ Etc.---

3.2. Les débats

Au cours des débats des questions relatives au sujet ont été posées, et des réponses ont été données.

3.3. La synthèse

Des débats les points saillants et les suggestions suivantes ont été retenus:

⇒ suivi sanitaire:

- Il y a arégression dans le suivi sanitaire des BL de L'ON. Les effets ne sont pas encore très perceptibles en raison des stratégies individuelles que les paysans eux-mêmes développent. La tendance est qu'à court ou moyen terme il risque d'y avoir détérioration de l'état sanitaire des BL si des solutions ne sont pas vite trouvées.
 - L'organisation du suivi sanitaire n'est pas satisfaisant. Il y a une diversité d'intervenants, manque d'information et d'encadrement du paysan, manque de communication.
 - Il y a un problème de diagnostic par rapport à certaines maladies, en l'occurrence
 - * la trypanosomiase qu'on confond souvent avec la distomatose;
 - * Le bougueid, nouvelle maladie surtout citée par les bergers.
- D'où la nécessité de mener des recherches sur la présence de la trypanosomiase en zone ON, et d'identifier la nouvelle maladie
- En attendant les résultats des recherches, les paysans doivent pratiquer les deux déparasitages contre la trypanosomiase et la distomatose
- Les coûts élevés des prestations sanitaires peuvent s'expliquer par:
 - * L'arrêt des subventions de l'état,
 - * Le changement de statut du laboratoire central vétérinaire.

⇒ ALIMENTATION

- Le problème alimentaire apparaît comme étant le plus crucial. Une question se pose : Est-ce dû au :
 - * Système d'élevage ?
 - * A la disponibilité des aliments?
 - * Aux moyens financiers de l'exploitants?
- Le cheptel est en augmentation continue bien que le disponible fourrager diminue (diminution des surfaces pâturables)

- Les travaux de recherche ont permis de mettre au point des techniques d'alimentation des boeufs de labour. Malheureusement ces techniques restent peu exploitées .

⇒ RÔLE DE L'OFFICE DU NIGER

L'office du Niger attend des vétérinaires privés des propositions concrètes dans le cadre de son appui en leur direction.

L'Office du Niger doit prendre des dispositions pour l'amélioration du suivi sanitaire des boeufs de labour avec les différents acteurs.

⇒ AUTRES DEBATS

- * Des informations ont été données sur l'état d'avancement des travaux d'hydraulique pastorale conduit par l'URDOC
- * Aucune proposition concrète n'a été dégagée pour la gestion des cas de vol des boeufs de labour.

Cependant il a été signalé que l'État n'est pas en marge de ce problème et que des mesures sont déjà prises, et leurs applications verront le jour très prochainement.

La rencontre s'est terminée à 15h 05mm par les mots de remerciements de la direction du projet URDOC à l'endroit de l'ensemble des invités.

Le secrétaire de séance

MAMADY KEITA

Le président de séance

SOUNKALO SOW